Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 55 (1975)
Heft: 3

Rubrik: Coup d'œil sur l'économie

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Coups d'œil sur l'économie

L'assombrissement général de la conjoncture économique constaté durant les mois d'été et au début de l'automne a confirmé et suscité des **mouvements protectionnistes** divers. La France, pour sa part, a introduit le « visa technique » qui est exigé sur les importations de chaussures et de textiles provenant de pays n'appartenant pas à la Communauté. Ce n'est pas encore un instrument protectionniste proprement dit. A notre connaissance, en effet, l'apposition du visa technique n'a pas, jusqu'à ce jour, été refusée. Mais il est permis de craindre qu'un jour il ne serve de moyen pour réduire les importations. Certains groupes le demandent et réclament ouvertement le contingentement de marchandises en provenance de pays à bas salaires. De telles demandes ne manquent certes pas de motifs et l'on comprend les difficultés qui les inspirent. Mais tous les protectionnismes ont toujours donné naissance à d'autres protectionnismes, et l'on imagine aisément les conséquences d'une escalade dans ce domaine à l'heure actuelle.

La création prochaine d'un **institut d'information sur les sociétés multinationales** a été annoncée à la suite du symposium consacré à ce type d'entreprise tenu à Genève à la fin du mois de septembre. Les représentants des sociétés exerçant leur activité dans plusieurs pays à la fois ont reconnu la nécessité d'une meilleure information du public portant notamment sur les circonstances qui les poussent à aller travailler au-delà des frontières du « pays d'origine ». Ces circonstances varient d'une société à l'autre. — M. Pierre Liotard-Vogt, président du conseil d'administration de Nestlé Alimentana, a estimé, quant à lui, que le terme de « multinational » était susceptible d'induire en erreur, car en réalité ce terme recouvre simplement les entreprises d'une certaine dimension. Une fois qu'une certaine taille est atteinte, aucune société ne peut se concentrer sur son marché national d'origine. — Le nouvel institut d'information sera probablement établi à Bruxelles.

D'après M. Niklaus Senn, directeur général de l'Union de banques suisses, les **perspectives à long terme sur le marché de l'or** doivent être envisagées avec optimisme, et cela en dépit de l'instabilité prévisible à court et à moyen terme. Aussi longtemps, en effet, que persisteront les incertitudes politiques, sociales et économiques, les gouvernements aussi bien que les particuliers verront dans le métal jaune une forme de réserve d'urgence. Pour certains pays, l'or conserve par ailleurs une certaine importance en raison de questions relatives à la balance des paiements, peut-être aussi en prévision d'une éventuelle raréfaction du dollar dans le monde. M. Senn pense qu'il y a des indices permettant de conclure à un exode de capitaux européens vers les États-Unis au cours des cinq à dix prochaines années. Cela pourrait amener les USA à devenir des supporters inconditionnels d'un retour aux parités fixes que la France réclame déjà (et pour d'autres raisons). Une éventuelle pénurie de dollars hors des États-Unis peut conduire certains pays à y voir la raison non seulement de conserver mais d'accroître leurs réserves de métal précieux.

Le président du directoire de la Banque nationale suisse, M. Leutwiler, a indiqué à propos du **marché des changes en Suisse** qu'il était erroné de penser que le flottement de la monnaie nationale avait dispensé l'institut d'émission de toute intervention en vue de maintenir des taux de conversion corrects. Ainsi, entre le début de l'année et fin septembre, la Banque nationale a dû acquérir des dollars pour la contre-valeur de 7 milliards de francs suisses « pour modérer les vives fluctuations de notre monnaie que ne suffisent plus à justifier les raisons qui motivent sa force d'attraction » a dit M. Leutwiler. Ces fluctuations constituent d'ailleurs une source permanente d'insécurité pour le commerce extérieur suisse.

L'appréciation de la **conjoncture** par les milieux gouvernementaux suisses est empreinte de prudence et de retenue. On y indique en effet que, si la Suisse a été l'un des pays à entrer tardivement dans le cycle récessif de l'économie, il ne sera pas parmi les premiers à en sortir. Cette opinion, assurément digne d'une gestion politique qui évite d'éveiller de faux espoirs, n'est pas nécessairement fondée. En effet, la régression économique a été moindre en Suisse que dans la plupart des autres pays industrialisés, le chômage n'y atteint pas un degré aussi élevé qu'ailleurs, et l'inflation y est maintenant nettement moins forte que dans les autres pays. Dans la mesure où l'économie suisse est très fortement liée et « intégrée » à l'économie mondiale, il n'y a aucune raison objective de penser qu'elle ne participera pas au relèvement de celle-ci dès les premières manifestations de la reprise.